



Département
PYRENEES ORIENTALES

République Française
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DECISIONS DU PRESIDENT**

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
DES ASPRES**

DECISION 11/16

**Procédure Adaptée – Marché Public de Travaux
Travaux d'insonorisation de la terrasse technique de la salle Jeantet Violet à Thuir
Lot 2: Chauffage, ventilation, climatisation**

René OLIVE, Président de la Communauté de Communes des Aspres,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-10,
VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 16 Avril 2014 portant délégation d'attribution dudit Conseil Communautaire au Président de la Communauté de Communes,
VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
CONSIDERANT la nécessité de réaliser des travaux d'insonorisation de la terrasse technique de la salle Jeantet Violet à Thuir,

CONSIDERANT QU'à l'issue de l'avis d'appel public à la concurrence envoyé pour publication le 18 décembre 2015, deux entreprises ont proposé une offre avant la date limite de remise des offres fixée au 15 janvier 2016 à 12 heures,

VU le rapport d'analyse des offres du maître d'œuvre,

DECIDE

Article 1 : Il est conclu un Marché de Travaux pour l'opération décrite ci-dessus avec :

SAS AXAIR

14, rue Fernand Forest

66 000 PERPIGNAN

Pour un total de prestations de **12 318,80 € HT soit 14 782,56 € TTC**

Article 2 : Cette dépense est inscrite sur le budget général de la Communauté en section investissement, chapitre 2313.

Article 3 : Monsieur René OLIVE, Président, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise.

Article 4 : La présente décision sera inscrite sur le registre des décisions de la Communauté de Communes et rapport en sera fait au prochain Conseil Communautaire.

Fait à THUIR, le 23/03/2016

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

066-246600449-20160323-11-16SALLE_JV2-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Le Président

René OLIVE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.